



PRÉFÈTE DE LA LOIRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Auvergne Rhône-Alpes**

Unité InterDépartementale Loire Haute-Loire
2 avenue Grüner Allée C - 42000 SAINT-ETIENNE

Affaire suivie par : Chrystelle GIBERT
Tél. : 04 77 43 53 53
Télécopie : 04 77 43 53 51
Courriel : chrystelle.gibert@developpement-durable.gouv.fr.

Saint-Etienne, le 08 décembre 2020

DÉPARTEMENT DE LA LOIRE

Société SUEZ RV Borde Matin

à ROCHE LA MOLIÈRE

Rapport de l'inspection des installations classées

OBJET : Retrait de l'arrêté préfectoral portant mise en demeure du 17/08/2020
Tonnages de déchets non dangereux en provenance de départements
limitrophes reçus en 2019

REFER : UID4243-DSSP-020-0521/CG

Adresse de l'établissement :

SUEZ RV Borde Matin
ZA Charles Chana – Bd du Puits Charles
42230 ROCHE-LA-MOLIERE

Adresse du siège social :

Universaône – 18 rue Félix Mangini
69009 LYON

Activité : Installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND)

Code S3IC : 105.0024

I. PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT ET CONTEXTE

Par arrêté préfectoral du 23 février 2018, la société SUEZ RV Borde Matin a été autorisée à poursuivre l'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux située sur le territoire de la commune de Roche-la-Molière.

Cet arrêté fixe en particulier la capacité annuelle de l'installation en intégrant les objectifs fixés par la loi de transition énergétique et pour la croissance verte (LTECV) de réduire les quantités de déchets enfouies de 30 % en 2020 par rapport à 2010, et de 50 % en 2025.

La capacité de l'installation est donc définie comme suit :

- 423 000 t/an jusqu'en 2019,
- 357 000 t/an de 2020 à 2024,
- 270 000 t/an à partir de 2025.

Sur cette capacité annuelle, l'arrêté prévoit qu'une quantité limitée à 50 000 t de déchets / an provienne des départements limitrophes de la Loire.

Ce quota peut être dépassé en cas de délestage de déchets en provenance d'une installation limitrophe provisoirement arrêtée en raison de circonstance exceptionnelle (pannes) sous réserve d'un accord préalable de l'administration

L'inspection des installations classées a constaté en 2018 et 2019 le non-respect de cette limite de 50 000 t annuelle, sans qu'il y ait eu de dérogation accordée.

Face à ce constat, deux arrêtés portant mise en demeure ont été pris à l'encontre de la société SUEZ :

- L'arrêté du 20/12/2018 a fait l'objet d'une annulation par le tribunal administratif, considérant que cet arrêté préfectoral qui met en demeure l'exploitant de « demander le cas échéant une dérogation » repose sur une erreur de fait, cette demande ayant bien été faite (l'exploitant ayant envoyé un mail le 28/02/2018). Points 5-6 du jugement « *Dans ces conditions, il ne pouvait être reproché à la société requérante d'avoir dépassé sa capacité annuelle de stockage des déchets provenant de départements limitrophes sans avoir sollicité une telle dérogation.* » En effet, la mise en demeure se limitait à l'obligation de demander la dérogation (art. 1 APMD du 20 déc 2018), et non à celle d'obtenir l'accord de l'administration.
- l'arrêté du 17/08/2020 fait l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif.

Un procès verbal d'infraction a également été transmis au Procureur de la République (2018). L'instruction est toujours en cours.

II. RECOURS CONTRE L'APMD DU 17/08/2020

La société SUEZ a saisi le tribunal administratif de Lyon, d'un recours en annulation contre l'arrêté préfectoral du 17/08/2020, par une requête enregistrée, sous le numéro 2007869, communiqué le 09 novembre 2020.

L'un des moyens soulevé est le non-respect du délai du contradictoire fixé à 15 jours. En effet, le projet d'arrêté a été transmis à la société SUEZ le 03/08/2020 et réceptionné le 04/08/2020. L'arrêté a, quant à lui, été signé le 17/08/2020, soit 13 jours après la réception du projet par la société SUEZ.

III. AVIS ET PROPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

La société SUEZ s'est engagée par courrier du 24/09/2020 à ne pas dépasser 46 000 t de déchets admis sur l'installation en provenance des départements limitrophes de manière à « lisser » les volumes annuels autorisés sur 2 années (2019 et 2020). SUEZ souhaitait que cet engagement fasse l'objet d'un arrêté complémentaire.

Or, un tel arrêté complémentaire n'apparaissait pas nécessaire ni souhaitable en raison du risque de confusion sur le sens de l'action de l'État.

En effet, l'arrêté du préfet de la Loire n°61-DDPP-18 du 23 février 2018 *portant modification des conditions d'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux exploitée par la société SUEZ RV Borde Matin à Roche-la-Molière* fixe notamment des quotas annuels maximaux à ne pas dépasser, ainsi que la zone de chalandise de l'installation.

Dans ce cadre, il est permis à l'exploitant d'importer des quantités moins importantes que celles autorisées, soit de sa propre initiative (stratégie ou contexte économique), soit en raison des engagements pris auprès de l'inspection dans le but de témoigner de sa bonne foi, après deux années consécutives de non-respect de la prescription concernée. La possibilité de lisser les volumes annuels autorisés sur 2 ans risquerait en outre de brouiller l'action de police qui a sanctionné légitimement les dépassements constatés.

Les obligations en matière de respect des quotas autorisés sont centrales dans le dispositif de gestion et de prévention des déchets local, national et européen. Le non-respect du quota annuel de déchets provenant des départements limitrophes prescrit par l'arrêté préfectoral d'autorisation pour l'année 2019 constitue une infraction pénale. Comme le précise le rapport de l'inspection daté du 17 juillet 2020 relatif aux tonnages de déchets non dangereux en provenance de départements limitrophes reçus en 2019, les dépassements constatés devaient faire l'objet, en tout état de cause, d'un rappel à la loi par un arrêté de mise en demeure.

Cependant, à la lecture du mémoire en défense de la société Suez, il est mis en avant l'absence de délai suffisant pour le contradictoire. Il s'agit d'un motif d'annulation quasi certain de l'arrêté préfectoral de mise en demeure. Bien qu'il s'agisse d'un motif de forme, qui ne remet pas à cause le bien-fondé de l'action de l'inspection, il est proposé à Mme la Préfète de la Loire de retirer l'arrêté du 17/08/2020. Le délai de 4 mois permettant le retrait de cet acte administratif court jusqu'au 17/12/2020.

Un projet d'arrêté en ce sens est joint au présent rapport.

Le chef du pôle Déchets sites et sols pollués de l'unité interdépartementale Loire Haute-Loire	Vu et transmis à madame la Préfète de la Loire, DDPP Pour le directeur et par délégation,
---	--